

du pays d'accueil surtout si la société mère est elle-même engagée dans la transformation de la matière première ailleurs dans le monde. Encore là, il en résulte des tensions ou des conflits entre les deux institutions.¹

De plus - et ce qui suit s'applique aussi bien à l'industrie manufacturière qu'au secteur des ressources naturelles - la société mère a montré très souvent une préférence marquée pour une filiale dont elle détiendrait 100 pour-cent du capital-actions, d'abord parce qu'elle peut ainsi s'approprier la totalité des résultats de son avantage ou de sa supériorité qu'elle est allée exploiter à l'étranger, ensuite parce qu'elle évite ainsi une sorte d'ingérence extérieure et peut obtenir la plus grande marge de manoeuvre en ce qui concerne la gestion de la filiale. Les gouvernements en revanche, qui ne vivent pas que d'économique, peuvent bien préférer, même au prix d'une certaine dose d'inefficacité, avoir une participation locale dans l'entreprise soit parce qu'ils considèrent, à tort ou à raison, que les intérêts du pays seront mieux assurés s'il y a cette présence d'actionnaires nationaux, soit parce qu'ils désirent maintenir une présence nationale dans certains secteurs en particulier, soit parce qu'ils désirent ouvrir aux actionnaires locaux des secteurs qui leur paraissent devoir devenir des pôles de croissance, ou pour toute autre raison.

De même la structure organisationnelle de la firme plurinationale peut bien être telle qu'elle appelle la centralisation des commandes d'exportation auprès de la société mère ou d'une "division internationale" qui en fait ensuite la répartition entre les diverses unités de production. Peut-être même cette répartition se fait-elle en fonction d'une allocation efficace des ressources à l'échelle mondiale, une filiale se voyant accorder la commande si elle dispose d'un surplus de capacité de production inutilisée

1. Sur toute cette question de l'investissement étranger dans l'exploitation des richesses naturelles, on trouvera des analyses intéressantes et de nombreux exemples dans Raymond F. Mikesell ed., Foreign Investment in the Petroleum and Mineral Industries, The Johns Hopkins Press, Baltimore 1971.